



Commission de régulation de l'énergie
15 rue Pasquier
75008 PARIS
A l'attention de Monsieur le Président

VOS RÉF. DMBSNMJ10.005

NOS RÉF.

INTERLOCUTEUR Charlotte BESNIER

☎ +33 (0)1.47.54.80.27

OBJET

Paris, le 17 mars 2010

Monsieur,

Vous trouverez en pièce jointe les réponses de GRTgaz à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie publiée le 17 février dernier concernant le développement de capacités fermes de transport de gaz naturel de la France vers la Belgique.

Nous nous tenons à votre disposition pour toute question complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées

Le Directeur de l'Offre

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Philippe Garnier", written over a horizontal line.

Philippe GARNIER

PJ (1)



Réponse de GRTgaz à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie concernant le développement de capacités fermes de transport de gaz naturel de la France vers la Belgique publiée le 17 février 2010

Q1. Pour vous, la mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique par la création d'un nouveau point d'interconnexion à Veurne présente-t-elle un intérêt ?

Fluxys et GRTgaz ne proposent actuellement pas de capacités fermes de la France vers la Belgique du fait principalement de l'impossibilité d'injecter sur le réseau belge le gaz odorisé sur le réseau de transport français et d'un besoin du marché non identifié jusqu'à présent. Le développement de nouvelles capacités d'entrée en France, et en particulier la construction d'un nouveau terminal méthanier à Dunkerque, sont susceptibles d'engendrer des besoins significatifs d'exportation de gaz à l'horizon 2015, qui dépassent largement les capacités que GRTgaz s'est engagé à développer via une station de désodorisation à Taisnières.

Pour répondre à ce besoin, GRTgaz en collaboration avec Fluxys envisage de développer de nouvelles capacités fermes sur un nouveau point d'interconnexion près de Veurne. Cette solution permet physiquement de prélever du gaz de la zone GRTgaz Nord avant son odorisation et de le transporter jusqu'à la frontière belge sur une distance courte. Au vu des études préliminaires et des capacités susceptibles d'être créées, cette solution est optimale en terme de coûts et d'impacts environnementaux. Elle nécessite cependant l'obtention des autorisations réglementaires permettant le transport de gaz non odorisé sur le territoire français.

Le développement de cette nouvelle interconnexion permettrait conformément aux Directives et Règlement de la Commission européenne d'accroître les possibilités d'échanges transfrontaliers indispensables à l'intégration des marchés de l'Union Européenne et renforcerait également la sécurité d'approvisionnement de la France et de l'Europe.

Q2. Que pensez-vous des produits de capacité de sortie au point d'interconnexion de Veurne envisagés dans l'Open Season entre la France vers la Belgique ?

Il conviendra d'analyser plus finement le niveau des capacités fermes évoqué (270 GWh/j), ce dernier devant être déterminé au regard des flux minimaux livrés par le Franpipe (établis sur la base des historiques et des prévisions éventuelles d'évolution de ce flux) mais également des hypothèses retenues dans le cadre du fonctionnement entrée / sortie de la zone GRTgaz Nord, des consommations locales de Dunkerque, ainsi que les effets des maintenances sur le réseau amont.



Q3. Que pensez-vous de l'application d'un terme tarifaire de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion à Veurne depuis le PIR Dunkerque ou le terminal méthanier de Dunkerque LNG ?

Le fait que des quantités importantes de gaz non odorisées arrivent en zone GRTgaz Nord à proximité de la frontière belge est un facteur déterminant dans la faisabilité et l'économie du projet. Il semble dès lors justifié de faire bénéficier d'un tarif de proximité, les expéditeurs disposant de capacités d'entrée au PIR Dunkerque ou au terminal méthanier de Dunkerque.

Les capacités bénéficiant de ce tarif de proximité devront être mises en regard des capacités réservées sur le PIR Dunkerque et sur le PITTM du terminal de Dunkerque.

Q4. Que pensez-vous de la différence de tarification pour les capacités fermes et les capacités conditionnelles ?

GRTgaz soutient le fait que le tarif de la capacité ferme soit proche de celui de la capacité d'entrée sur le réseau. L'ensemble des investissements du cœur de réseau sont en effet essentiels pour assurer cette prestation.

Le tarif des capacités conditionnelles doit refléter les coûts, en particulier d'investissements, nécessaires à la mise à disposition de ces capacités.

Q5. Etes-vous favorable à la tarification envisagée concernant les capacités développées grâce à la station de désodorisation à Taisnières H ?

De la même façon que pour la question ci-dessus, GRTgaz estime que la tarification doit refléter les coûts engendrés selon le type de capacité mis à disposition.



Q6. Voyez-vous un intérêt à la fixation d'un quota de capacités de court terme au point d'interconnexion de Veurne ?

Comme indiqué dans la consultation publique, un produit rebours limité aux flux physiques dans le sens Belgique vers France est proposé au marché à Taisnières H. Ce produit n'est actuellement réservé qu'à hauteur d'un tiers des capacités disponibles. Ce produit existera toujours après l'open season et au moment de la mise à disposition des capacités de ce projet. La communauté gazière aura donc toujours accès à un produit lui permettant de transporter du gaz depuis la France vers la Belgique sur un pas de temps court terme.

Néanmoins, si un quota de capacités de court terme était retenu, il conviendrait que :

- les coûts du projet soient couverts par des engagements de long terme,
- la part court terme soit également disponible sur le réseau belge afin que les expéditeurs puissent accéder sur l'interconnexion à des produits de même maturité de part et d'autre de la frontière.

Q7. Que pensez-vous du déroulement envisagé pour l'Open Season ?

Le déroulement proposé de cette open season est conforme aux GGPOS, et sera mené de façon transparente et non-discriminatoire.

GRTgaz rappelle la nécessité d'une phase non-engageante pour évaluer l'attractivité des produits proposés à Veurne et à Taisnières et pour consolider les scénarii de développement.

Q8. Que pensez-vous des durées d'engagements qui pourraient être demandées au marché ?

Les durées d'engagement demandées au marché doivent être cohérentes avec celles demandées aux expéditeurs du terminal méthanier (clients significatifs de ce projets), et celles généralement demandées pour le développement des autres points d'interconnexion de GRTgaz. Il convient par ailleurs d'assurer également une cohérence avec les durées d'engagement demandées par l'opérateur de réseau en Belgique, et ce, afin de faciliter la procédure d'allocation et d'offrir aux expéditeurs un produit de même maturité sur les deux réseaux.



Q9. Que pensez-vous du calendrier envisagé ?

Il est à noter que ce planning est ambitieux afin d'être en mesure de proposer les capacités envisagées mi 2015. Il pourrait nécessiter un positionnement des expéditeurs durant l'été.

GRTgaz souhaite rappeler que ce planning serait susceptible d'évoluer d'un commun accord avec Fluxys autant que de besoin, notamment pour permettre d'aboutir sur les études communes et les documents contractuels à signer avec Fluxys pour le bon déroulement des différentes étapes de l'open season.

Q10. Selon vous, la mise en place de capacités « rebours fermes » de la France vers la Belgique grâce à des mécanismes de type « engagement de flux » présente-t-elle un intérêt par rapport aux capacités rebours existantes ?

Le développement des infrastructures de transport permet principalement de répondre à des besoins de capacités à long terme. Il appartient aux transporteurs de proposer aux acteurs du marché ces développements.

En revanche, GRTgaz considère qu'il ne lui appartient pas dans les conditions de rémunération actuelle de répondre à des besoins de capacités à long terme par le biais de solutions contractuelles structurantes.

GRTgaz est néanmoins prêt à étudier la solution d'engagement de flux suggérée si cette dernière s'avérait susceptible de répondre aux besoins de long terme envisagés dans la consultation de façon plus économique que par le développement de nouvelles infrastructures.

Q11. Avez-vous d'autres remarques ?

GRTgaz rappelle que les investissements doivent se faire dans un cadre de rémunération incitatif, stable et prévisible.